

Y a-t-il démocratie sans participation ?

Antony Todorov

In : Krasteva A., Todorov A. (eds). Engagement citoyen. Sofia, Nouvelle université bulgare, 2009, pp, 16-27.

La raison pour formuler ce thème est le résultat d'une observation sur la dynamique des taux de participation aux élections parlementaires dans le pays de l'ECO – les « nouvelles démocraties » – après 1989. Dans tous les pays de l'Europe on peut observer une tendance nette de baisse de la participation électorale, mais avec une différence très visible entre l'Ouest et l'Est. En Europe occidentale après 1995 on arrive à un niveau moyen de 77%, ayant en vue aussi les différences entre le pays et leur lois électorales. Mais dans les nouvelles démocraties, qui découvrent les élections pluralistes après presque cinquante ans de régime communiste à parti unique, on observe un niveau initial de participation électorale qui est plus bas que dans les démocraties établies de l'Ouest, et la baisse est bien plus prononcée pendant les vingt ans qui suivent la chute du mur de Berlin. En tout la baisse est de 22 points dans le pays de l'ECO, alors que dans les pays de l'Europe occidentale la baisse est de 6 points et on peut parler ici plutôt de stabilité dans la participation électorale.

Table 1 : Participation aux élections législatives dans le deux parties de l'Europe (1990-2009)

	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	Moyenne
Europe occidentale	83,07%	77,05%	77,55%	76,85%	77,24%
Europe centrale et orientale	76,58%	66,09%	61,91%	54,50%	64,84%
Différence	6,49%	10,96%	15,64%	22,35%	12,40%

La démocratie exige une participation

Il existe cependant de très fortes différences entre les pays de la région, ce qui veut dire que calculer un niveau moyen pour les deux parties de l'Europe peut être mis en question et même rejeté comme n'ayant pas beaucoup de sens. La participation électorale en Slovaquie et Albanie est au niveau de l'Europe occidentale et aussi plus élevée que la participation en Suisse, France, Royaume uni, Finlande ou Portugal.¹ Aussi la différence en ce qui concerne la participation électorale entre la Pologne et la Slovaquie est nettement plus grande que la différence entre l'Est et l'Ouest. Et pourtant il me semble légitime et acceptable de calculer les niveaux moyens de participation électorale dans le deux parties de l'Europe parce que ces « deux Europes » vécurent une expérience différente de la démocratie : il est évident que l'ancienne Europe, ayant une démocratie établie ce qui implique une expérience plus longue des procédures démocratiques, telles les élections, est plus enthousiaste à voter que l'Europe postcommuniste. Il est difficile de formuler des hypothèses explicatives sur cette différence entre l'Est et l'Ouest sans des recherches de comparaison plus approfondies. D'ailleurs ces 10 dernières années de telles recherches comparatives à l'échelle européenne sont menées par des équipes internationales qui produisirent un grand nombre d'études.² Ici je ne ferai pas une telle ana-

¹ Les chiffres cités sont tirés de la base de données de l'International IDEA (Institute for Democracy and Electoral Assistance) : http://www.idea.int/vt/view_data.cfm.

² Parmi les études utilisées ici: BARNES, S., SIMON, J. The Postcommunist Citizen. Erasmus Fondation and Institute for Political Studies of the Hungarian Academy of Sciences, 1998; DALTON, Russell J.. Democratic challenges, democratic choices : the erosion of political support in advanced industrial democracies. Oxford : Oxford University Press, 2004; DE WAELE, J.-M. (éd). Les clivages politiques en Europe centrale et orientale. Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004; DE WAELE, J.M. (éd.) Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale. Presses de l'ULB. 2002; DOBRATZ, BETTY A.; BUZZELL, TIMOTHY; WALDNER,

lyse pour des raisons évidentes. Ma question de départ est de savoir, pourquoi l'engagement, qui se manifeste souvent comme participation dans la vie politique et dans les élections, qui représente une caractéristique essentielle du régime démocratique et en évident déclin dans les nouvelles démocraties de l'ECO, et pas tellement dans les anciennes démocraties.³ Il s'agit de chercher des raisons particulières dans la région, liées à son histoire récente communiste, au processus de transition postcommuniste et à son interaction avec des phénomènes plus neufs qui font partie de la mondialisation. Il s'agit d'expliquer aussi pourquoi la différence entre les deux parties de l'Europe en termes de participation électorale, si elle est présente comme donnée au début des années 1990, au lieu de rester inchangée, augmente d'une manière importante. Je n'aurai pas de place pour discuter aussi les différences entre les pays de l'ECO, pour chercher les raisons de la faible participation en Pologne et en Lituanie, comme la forte participation en Slovaquie, Tchéquie et Albanie. Ce sont des cas différents, mais aussi très proches en ce qui concerne leur passé immédiat et leur transition postcommuniste. Mais différentes en ce qui concerne leur histoire, leur cultures politiques, leurs système de valeurs traditionnels. De toute façon ces différences ne font pas objet de ce texte, mais plutôt les ressemblances, qui créent une typologie de pays de l'ECO par rapport au pays de l'Europe occidentale.

Table 2 : Participation électorale moyenne au législatives dans les pays de l'ECO (1990-2009)

<i>Pays</i>	<i>Participation</i>	<i>Pays</i>	<i>Participation</i>
Slovaquie	77,57%	Estonie	65,40%
Albanie	76,03%	Roumanie	63,06%
Tchéquie	75,62%	Serbie	61,00%
Lettonie	74,52%	Serbie et Monténégro	59,94%
Slovénie	70,74%	Macédoine	59,38%
Monténégro	69,10%	Bosnie et Herzégovine	54,56%
Croatie	68,44%	Lituanie	51,71%
Hongrie	67,78%	Pologne	47,32%
Bulgarie	66,77%	Kosovo	47,20%

Le régime démocratique nécessite un engagement citoyen. Cette affirmation part du concept même de démocratie – un régime politique qui se caractérise par le gouvernement du peuple, donc par l'engagement des citoyens dans les affaires de la cité. Là il faut distinguer la démocratie et la république. Le républicanisme comme idéologie de la cité n'est pas nécessairement démocratique. « Le sujet républicain, notent Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, est un être politique qui chaque jour, doit mériter la place qui lui est réservée ».⁴ Il est, donc, un sujet public, qui néglige le bien privé. La démocratie est toujours républicaine dans ce sens. Mais le républicanisme peut être aussi autoritaire, quand il néglige la sphère privée de l'individu. Le

LISA K. (edited by) Sociological views on political participation in the 21st century. New York : JAI, 2002; FILLIEULE, Olivier (sous la direction de). Le désengagement militant. Paris : Belin, 2005; KRASTEVA A., F. PRIVITERA (eds) Democratisation in postcommunist transition processes in the 90s: lights and shadows. Ravenna: Longo Editore. 2006; LEDUC L., R. G.NIEMI, P. NORRIS (EDS.) Comparing Democracies. Elections and Voting in Global erspective. SAGE Publications, London, 1996; MAGNETTE, Paul. La citoyenneté : une histoire de l'idée de participation civique. Bruxelles : Bruylant, 2001; OFFE C. Les Démocraties modernes en épreuve. Paris, L'Harmattan, 1997 ; RUESCHEMEYER, Dietrich, Marilyn RUESCHEMEYER, and Björn WITTRÖCK, eds. Participation and Democracy, East and West: Comparisons and Interpretations. Armonk, NY: M. E. Sharpe, 1998; VAN DETH, Jan W.; Montero, José Ramón and Westholm, Anders (edited by).Citizenship and involvement in European democracies : a comparative analysis. Milton Park, Abingdon, Oxon ; New York : Routledge, 2007.

³ Le terme d'anciennes démocraties n'est pas toujours valable pour toute l'Europe de l'Ouest : il s'agit d'une démocratie stabilisée depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale en Allemagne, en Italie, mais aussi plus récente et établie les années 1970 en Espagne, Portugal, Grèce.

⁴ DONEGANI J.-M., SADOUN M. Qu'est-ce que la politique? Gallimard, 2007, p. 50.

républicanisme antique est souvent assimilé à la démocratie antique, mais, comme le dit Benjamin Constant, la liberté des anciens est en effet une liberté publique, alors que la liberté des modernes est surtout une liberté privée.⁵ Il est clair que notre conception contemporaine de la démocratie est incompatible avec la démocratie antique, nous sommes marqués par les origines aristocratiques du gouvernement représentatif, que nous assimilons au régime démocratique.

Revenons à la démocratie Aristotélicienne : c'est un régime, où les chefs de la cité sont sélectionnés par le tirage au sort, ce qui implique nécessairement la volonté des citoyens de participer dans les affaires publiques (*res publica*). Comme l'explique Bernard Manin dans son étude sur les origines du gouvernement représentatif, dans la démocratie Athénienne chaque citoyen avait le droit de déposer personnellement sa candidature, donc il fallait faire preuve d'une volonté à occuper et à exercer une responsabilité publique. Le tirage au sort se tenait devant le peuple réuni à l'agora, qui était régulièrement consulté sur la conduite des affaires publiques.⁶ Il est évident que la démocratie antique était un régime reposant sur l'engagement des citoyens, même si ces citoyens restaient dans leur vie privée très limités par les us et les coutumes de la cité, donc, n'avaient pas en effet de liberté privée.

Puisque l'engagement du citoyen avec les affaires de la cité fut considéré comme une vertu (le civisme), la démocratie athénienne était en effet une démocratie républicaine, imprégnée par les principes du républicanisme. La même époque, aussi tout au long de l'époque hellénique, la Méditerranée connaît aussi la pratique de l'évergétisme – l'engagement privé en faveur de l'intérêt public.⁷ Aujourd'hui on dira une activité de mécénat, sauf que cette dernière peut bien être en faveur aussi des acteurs privés. L'évergétisme en effet est le résultat de la conception républicaine de la démocratie : les notables font preuve de leur intérêt pour la cité, s'engagent et ainsi donnent un exemple à suivre aux autres.

La démocratie prescriptive, dans les termes de Sartori⁸, est un régime de l'engagement citoyen, de la participation politique. On ne peut pas concevoir ce régime sans la participation citoyenne, ainsi ne cherche-t-on pas à expliquer comme cas déviants, comme particularités liées aux cultures politiques nationales ou aux systèmes institutionnels respectifs, les exemples de non-participation d'ordre « structurel » dans des démocraties établies comme la démocratie américaine. Là, la participation aux élections pour le Congrès de 1968 à 2006 est 45,67% de tous les citoyens ayant le droit de vote (aux États-Unis il y a l'inscription individuelle aux élections). Pour la période après 1990 la participation moyenne aux élections législatives dans ce pays est de 43,32%)⁹. Le cas américain fut objet de plusieurs études, car on est devant une coexistence d'une démocratie établie avec une participation électorale relativement faible. Mais cette particularité américaine ne change pas la prescription démocratique d'une participation citoyenne, au contraire – nombre de chercheurs en politique américaine notent que le régime démocratique dans ce pays tient grâce au capital social, ce réseau de normes, de règles, de relations de long terme, qui facilitent l'action des individus en coopération avec les autres dans le but de satisfaire le bien commun.¹⁰

L'engagement citoyen est prescrit à la démocratie dans la plupart des textes du libéralisme classique du 19^{ème} siècle : chez Alexis de Tocqueville comme chez John Stuart Mill. Tocqueville explique que la démocratie est un régime fragile, qui, dans l'Amérique qu'il étudie, n'a pas suffisamment de garanties contre la tyrannie. En même temps il observe un régime démocratique.

⁵ CONSTANT, Benjamin. De la liberté des anciens comparée à celle des modernes (1819).

⁶ MANIN B. Principes du gouvernement représentatif. Paris, Flammarion, 1996, p. 23-24.

⁷ CARPENTIER, FRANÇOIS, LEBRUN, JEAN. Histoire de la Méditerranée. Points, 2001.

⁸ SARTORI, GIOVANNI. The Theory of Democracy Revisited. Chatham, N.J: Chatham House, 1987.

⁹ Calculé sur la base des données de l'International IDEA (Institute for Democracy and Electoral Assistance) : http://www.idea.int/vt/view_data.cfm.

¹⁰ Cf. la définition du capital social par Robert Putnam dans: WORLD DEVELOPMENT REPORT 1997: The State in a Changing World. World Bank Publications, 1997, p. 114.

cratique consistant et pas en danger, parce qu'il existe dans la société des Anglo-américains des habitudes, des valeurs, des pratiques, qui empêchent la tyrannie de se manifester. Et parmi ces habitudes Tocqueville note la capacité des Anglo-américains à s'organiser, à s'engager personnellement dans les affaires de la cité.¹¹ Mill, lui aussi, considère que la participation est une caractéristique qui s'inscrit dans la nature même du gouvernement représentatif.¹²

Gouvernement représentatif, partis politiques et participation citoyenne

L'invention du gouvernement représentatif ne changea en rien cette prescription d'engagement citoyen dans la démocratie. Bernard Manin explique ce nouveau type de gouvernement, comme ayant des origines aristocratiques, mais qui vite élargie son message libéral et devient en quelque deux siècles un gouvernement démocratique.¹³ Le gouvernement représentatif se base sur l'élection, telle qu'on la connaît de nos jours. On n'est plus dans la logique du tirage au sort, on élit des représentants, qui ont une compétence indéniable pour diriger les affaires de la cité. Mais la procédure des élections nécessite d'avantage la participation des citoyens – l'élection ne peut être envisagée sans un citoyen actif, qui s'engage, délibère, choisit et vote. La prescription démocratique reste encore.

Le gouvernement représentatif, tout en ayant des origines aristocratiques et étant né dans les luttes entre la couronne et la noblesse, se démocratise avec l'extension du suffrage et des libertés publiques. La formule même de démocratie représentative, terme qu'on emploie aujourd'hui pour distinguer ce régime du modèle de la démocratie directe de l'Antiquité, exige un citoyen participant. En même temps le terme de la démocratie représentative suppose une contradiction interne, car la représentation est en effet une division du travail politique entre compétents et incompetents, entre citoyens actifs et citoyens passifs, entre gouvernants et gouvernés.¹⁴ La démocratie représentative est un régime qui maintient comme faisant partie de sa nature la distinction des actifs et des passifs, des citoyens engagés et des citoyens non-engagés. C'est cette distinction qui produit les effets de la non-participation, du désengagement citoyen dans des régimes démocratiques contemporains.

Là il s'agit d'une cause profonde, structurelle du désengagement, non des raisons de la conjoncture. Évidemment il y a aussi d'autres explications du phénomène du désengagement démocratique. D'un côté ce sont les théories élitistes qui en principe considèrent que le peuple a des ressources et des compétences politiques limitées et que la participation citoyenne n'est pas la condition de l'efficacité de la démocratie. D'autre côté ce sont les théories du désenchantement démocratique, qui explique le phénomène de la non-participation par l'établissement d'un consensus sur les principes des institutions démocratiques qui ne sont plus mises en questions, mais que l'attitude envers la politique des gouvernements est de plus en plus critique et exigeante.¹⁵

¹¹ TOCQUEVILLE, A. de, De la démocratie en Amérique I et II, GF Flammarion, Paris, 1981 (première édition 1835 et 1840), p. 45-53.

¹² MILL, JOHN STUART Considerations on representative government, http://ebooks.adelaide.edu.au/m/mill/john_stuart/.

¹³ MANIN B., Op. cit.

¹⁴ PERCHERON Annick., La socialisation politique. Paris, Arman Colin, 1993, p. 29.

¹⁵ Cf, par exemple : DALTON, Russell J.. Democratic challenges, democratic choices: the erosion of political support in advanced industrial democracies. Oxford : Oxford University Press, 2004; FILLIEULE, Olivier (sous la direction de). Le désengagement militant. Paris : Belin, 2005; KAASE, Max, and Kenneth NEWTON. Beliefs in Government. Oxford, England: Oxford University Press, 1995; NEVEU, Catherine (sous la direction de) Cultures et pratiques participatives : perspectives comparatives (préface de Yves Deloye). Paris : L'Harmattan, 2007; PERRINEAU Pascal (dirigé par) Le désenchantement démocratique. Éditions de l'Aube, 2003; PUTNAM, R. D. Bowling Alone. The collapse and revival of American community, New York: Simon and Schuster, 2000; TORCAL, Mariano and MONTERO, José Ramón (edited by). Political disaffection in contemporary democracies : social capital, institutions and politics. London : Routledge, 2006; YOUNG, Iris Marion. Inclusion and Democracy. Oxford, N.Y., Oxford university press, 2000.

La transformation graduelle du régime du gouvernement représentatif en politique de masse, qui recourt à la participation des citoyens, fait apparaître les partis politiques modernes. Ici moderne est dans le sens de partis politiques de masse dans les termes de Maurice Duverger.¹⁶ Il s'agit d'organisations politiques dont le fonctionnement est impensable sans le soutien d'une large partie de l'opinion et sans l'engagement de nombre de citoyens. Et même dans des systèmes politiques, où les partis restent plutôt de cadres ou de type uniquement électoral, la structure qui relie sympathisants – électeurs – adhérents – militants – professionnels existe toujours comme condition pour l'implantation du parti dans la société et pour sa longévité.

En effet les partis jouent dans les démocraties contemporaines un rôle ambigu. D'un côté ils sont un moyen pour l'engagement citoyen, un cadre de la participation politique, un mécanisme qui transforme l'individu privé en citoyen public. Mais d'un autre côté, dans le système pluraliste les partis sont aussi une forme de privatisation du civisme, de l'engagement citoyen. Les pères fondateurs des États-Unis ainsi que les grands chefs de la Révolution française avaient plutôt une attitude négative envers les partis politiques, les considérant comme des organismes privés qui divisent la nation et la république, qui produisent des conflits au sein de la communauté politique. Leur rôle dans le mécanisme de représentation politique n'était pas mis en valeur, au contraire, les discours révolutionnaires de la fin du 18^{ème} siècle négligeaient les partis, les soupçonnaient d'agir contre les objectifs de la république.

Cette dernière observation découle de la nature même des partis politiques modernes – ce sont en effet des groupes privés, qui agissent dans la sphère publique et qui agrègent et transforment les intérêts privés en des intérêts publics. Ce rôle des partis fut reconnu plus tard, à la fin du 19^{ème} siècle, quand apparurent les partis de masse, dont les premières formes sont les partis ouvriers dans le monde industrialisé. Ensuite tout les partis politiques tout au long que 20^{ème} siècle reprennent cette formule de parti de masse, même les partis conservateurs. Cette transformation du paysage partisan dans les démocraties représentatives fit émerger une nouvelle opposition : entre le politique et le civique. Cette opposition était impensable avant, lors des grandes révolutions politiques du 18^{ème} et 19^{ème} siècle – le citoyen était vu comme expression politique de l'individu.¹⁷ Mais la professionnalisation de la politique, dont les partis politiques modernes sont l'expression la plus visible, crée une nouvelle situation, où le citoyen est un acteur public, mais pas nécessairement politique dans le sens de partisan. L'expression d'un engagement citoyen, donc profondément politique, se fait de plus en plus en dehors des circuits proprement politiques, tels les partis, ce qui produit une condition nouvelle du rapport entre individu et société, entre citoyen et cité. N'est-il pas question de l'opposition entre sphère publique (État) et sphère privée (société civile) dans les termes de Gramsci?¹⁸

Dans les débats postcommunistes la société civile était vue comme une *conditio sine qua non* de la démocratie. Beaucoup d'observateurs et d'analystes, mais aussi des politiciens et des acteurs sociaux mettaient en avant l'argument de la faiblesse de la société civile pour expliquer la faiblesse des institutions démocratiques ou simplement la difficulté de faire marcher un système démocratiques dans des pays marqué par une longue existence d'un régime autoritaire.

En Europe postcommunistes, mais aussi ailleurs, l'image des partis politiques aujourd'hui semble plutôt mauvais. En Europe dans ce domaine les exceptions son rares, comme par exemple en Norvège, au Danemark ou en Suède. Les raisons pour cette observation qui est faite un peu partout, mais surtout en Europe postcommuniste, peuvent différer d'un pays à

¹⁶ DUVERGER Maurice. Les Partis politiques. Paris, Armand Colin, 1992.

¹⁷ Je n'ose pas ici développer plus sur la notion du citoyen – un champ de recherches qui est marqué par plusieurs textes de référence.

¹⁸ Gramsci définissait la société civile comme l'ensemble des organisation privées, dont une sphère fortement organisée du privé, y compris les églises, les syndicats, les corporations. GRAMSCI A., Textes. Paris, Éditions sociales, 1983, p. 247. Cf. aussi : BOBBIO, Norberto. Which socialism. Cambridge, Polity press, 1987.

l'autre. Mais la raison structurelle de cette image des partis réside en effet dans la professionnalisation grandissante du domaine de la politique. Ce phénomène moderne fut vécu dans les pays de l'ÉCO d'une manière assez rapide, en quelque 10 ans après la chute du mur de Berlin. La floraison de centaines de nouveaux partis politiques dans chacun des pays de la région après la chute des régimes communistes fut un fait majeur de la vie politique. Ce fut aussi un engagement fort des citoyens dans les activités des nouveaux partis : certains transformés sur la base de l'ancien parti communiste, certains reconstitués sur la base des partis historiques avant 1945, certains créés comme analogues des partis en Europe ou tout simplement des partis neufs, résultat d'une initiative citoyenne privée.

En dix ans ces initiatives citoyennes se professionnalisent, une élite politique professionnelle s'établit tout en diminuant le rôle et la signification de l'engagement citoyen. Ce fut le moment d'une déception générale de la démocratie dans les pays de l'ÉCO¹⁹, dont les causes sont diverses, mais où cette transformation de la nature de l'engagement partisan joua un rôle essentiel. Et pourtant la démocratie représentative est inimaginable sans le pluralisme partisan, la compétition des partis politiques est en quelque sorte la garantie pour le caractère libéral de ce régime politique. Ces 10 dernières années en Bulgarie, mais on ne peut pas douter que de pareils phénomènes s'expriment partout dans la région de l'ÉCO, des mobilisations citoyennes diverses préfèrent se définir « non-politiques », « non-partisanes » justement parce que l'activité partisane perdit beaucoup de son attraction initiale. L'ambiguïté reste toujours : les nouveaux mouvements de citoyens, qui sont en effet des mobilisations transitoires, autour de la solution d'un problème concret, se gardent de l'emprise et de la tutelle des partis existants, mais s'ils veulent devenir plus stables, plus durables, ces mouvements s'organisent en partis classiques.

Cette ambiguïté fait partie de la nature du régime démocratique moderne, qui exige aussi bien la mobilisation des citoyens que la professionnalisation de l'action politique. La sortie du communisme en Europe centrale et orientale est marquée par une forte mobilisation politique, qui est rapidement suivie par un désengagement citoyen. La rapidité de ce renversement est impressionnante – il ne s'agit point d'un changement de génération – les mêmes générations subissent le même processus de « désenchantement démocratique ». Ici aussi il y a une raison d'ordre structurel : la démocratisation des pays de l'ÉCO va de pair avec le passage à une économie de marché, avec la redécouverte du marché et du système des valeurs de la société de consommation. Cette particularité, qui présente aux yeux des Européens de l'Est la démocratie moderne comme étant intimement liée au marché, marque fortement les attitudes envers les institutions démocratiques. La conviction que la politique démocratique est soumise à la même autorégulation que le marché, aux mêmes valeurs de consommation, imprègne les sociétés postcommunistes beaucoup plus que les sociétés occidentales.

Concevoir la politique sous l'aspect de la concurrence marchande et de la consommation substitue d'une manière imperceptible le politique par le marché. Ainsi le citoyen, un acteur politique important de la démocratie, se transforme en simple consommateur politique, dont la marge de manœuvre se limite au choix entre les différentes offres politiques. Rien ne reste de l'individu actif, capable d'inventer le politique, de le modeler, de le transformer. Il ne reste que le consommateur, donc un être passif qui ne fait qu'attendre ceux qui produisent l'offre. Ainsi la politique disparaît, ou plutôt se transforme en quelque chose de semblant, parce que

¹⁹ Je me réfère aux résultats de l'étude comparée en Europe centrale et orientale de 1999 : Consolidation of Democracy in Central and Eastern Europe 1998-2001: A Fifteen Country Study (Continuation of the 1990-92 Post-Communist Publics Study in Eleven Countries) coordinated by Edeltraud Roller, Dieter Fuchs, Hans-Dieter Klingemann, Bernhard Wessels (Social Science Research Center Berlin, WZB), and János Simon (Hungarian Academy of Sciences, Budapest). Les résultats furent analysés dans KLINGEMANN H.-D., FUCHS D., ZELIONKA J. (eds.) Democracy and Political Culture in Eastern Europe. Routledge 2006.

le public est substitué par le privé, tout est présenté comme réglé au niveau privé (offre et demande).

Une telle situation évidemment amplifie une tension ancienne, dont on ne se rend pas souvent compte, notamment entre la démocratie et le marché (une autre façon de concevoir la contradiction entre le public et le privé). Dans les sociétés postcommunistes cette contradiction reste inaperçue largement, parce que la démocratie, comme le marché, apparaît essentiellement comme un système pluraliste – pluralité des acteurs politiques, comme la pluralité des acteurs économiques, compétition politique comme la concurrence commerciale. Mais la politique est de nature différente – même si on peut la concevoir sous l'angle de la collision, de la lutte, son objectif final et le maintien de l'intégrité de la société (sinon elle n'aura pas de sens). La démocratie est une politique, qui vise l'intégrité de la société par des moyens spécifiques et notamment par la compétition des élites pour la confiance des citoyens. Le marché, au contraire, divise la société, parce qu'enfin du compte son but et de s'imposer sur son concurrent, de l'éliminer du marché. En politique un tel objectif sera de l'ordre de la dictature autoritaire. Il y a, donc, une différence majeure, de nature, entre la démocratie et le marché : une formule opérationnelle de coexistence entre les deux fut possible pour des raisons historiques diverses, dans la société de type occidental.

Revenons maintenant au phénomène de la dépolitisation postcommuniste. Cette expérience récente montre, que la société civile ne peut plus être conçue uniquement dans les termes du privé, comme une sphère privée organisée, mais identifier bien sa dimension politique, donc publique. La société civile est en effet un champ important de l'espace public, avec une importance politique majeure. L'engagement citoyen, et non seulement dans le pays de l'ECO, peut être stimulé par une politisation de la société civile. Cela ne veut pas dire un retour au « tout politique », qu'on assimile souvent aux régimes totalitaires, mais une répartition des tâches politiques entre les institutions publiques et la société civile.